

TE38

COMITE SYNDICAL du 15 décembre 2025

DÉLIBÉRATION N° 2025-118

Prospective financière à 5 ans : 2026 - 2030

Le lundi 15 décembre 2025, à dix- sept heures trente, le Comité Syndical, dûment convoqué le 8 décembre 2025, s'est réuni à Voreppe, sous la présidence de Monsieur Bertrand LACHAT, en présence de :

- 83 délégués représentant les communes adhérentes au Collège 1 représentant 83 voix
Avaient donné pouvoir 2 délégués de communes représentant 2 voix
- 0 délégué de la Métropole représentant 0 voix
Avait donné pouvoir 0 délégué de la Métropole représentant 0 voix
- 1 délégué des communes adhérentes au Collège 2 représentant 1 voix
Avait donné pouvoir 0 délégué de communes représentant 0 voix
- 1 délégué des communes adhérentes au Collège 3 représentant 1 voix
Avait donné pouvoir 0 délégué de communes représentant 0 voix

Vu l'avis favorable du Bureau du 13 octobre 2025 ;

Les équilibres financiers et la dynamique générale

La prospective 2026-2030 de TE38 s'inscrit dans une trajectoire tout à fait positive. Les recettes de fonctionnement s'établissent à 17,3 M€ en 2026 et atteignent 18,5 M€ en 2030, traduisant une progression de +6,9 % sur la période. Cette évolution reste modérée mais régulière, soutenue principalement par l'Accise sur l'électricité, qui génère environ 10 M€ par an à partir de 2026 (10 M€ en 2026, 10,8 M€ en 2030). Les redevances de concessions et autres recettes viennent compléter ce socle avec près de 5 M€ par an. Parallèlement, les dotations des adhérents aux services (maintenance Eclairage Public, BATIWATT, Diagnostic EP, SIG, Achat d'énergie PCRS, etc.) se maintiennent autour de 2,3 M€ annuels. Les dépenses réelles de fonctionnement restent contenues, progressant de 7,8 M€ en 2026 à 8,4 M€ en 2030, soit une hausse annuelle moyenne de +3,4 %. Les charges de personnel, en lien avec le renforcement de la mission BATIWATT, le Glissement Vieillesse et Technicité et l'évolution de 4% du taux national de la CNRACL, progressent de 3,1 M€ en 2026 à 3,4 M€ en 2030, soit environ 40 % des dépenses de fonctionnement. Ces équilibres permettent de préserver un haut niveau d'autofinancement : l'épargne brute se situe entre 9,5 M€ en 2026 et 10,0 M€ en 2030, assurant un taux d'épargne brute stable autour de 54 %. Il est toutefois important de noter que 84% de nos recettes restent affectées, et des pistes d'actions de diversification de recettes ou de sécurisation seront à étudier.

La section d'investissement et le programme pluriannuel

Le programme pluriannuel d'investissement (PPI) reste ambitieux avec des dépenses annuelles autour de 26-27 M€ entre 2026 et 2030, soit un total cumulé de plus de 132 M€ sur la période. Trois axes principaux structurent ce PPI :

- **Distribution publique d'électricité** : poursuite des extensions, renforcements et enfouissements de réseaux, financés notamment par le FACE (environ 5 M€ par an) et les participations des collectivités (près de 27,5 M€ sur la période).

- **Eclairage public** : un effort constant de 5,5 M€ par an est prévu afin de poursuivre la rénovation en LED et atteindre les taux de modernisation attendus.

- **Mobilité électrique** : le programme EBORN de bornes de recharge sera maintenu, en cohérence avec le schéma directeur IRVE, dont une future mise à jour devrait être envisagée en début de futur mandat.

À cela s'ajoute la montée en puissance de la subvention ISERERENOV', qui progressera de 550 000 € en 2025 à 850 000 € dès 2028 et se stabilisera à ce niveau d'ici 2030.

Il est toutefois important de noter qu'à ce stade, aucune recapitalisation de la SEM ENERG'ISERE n'est prévue, celle-ci ayant eu lieu en 2025. Les incertitudes sur la filière énergie, dues aux variations sur ce sujet des décisions gouvernementales, ne permettent pas de s'engager à moyen termes.

La trajectoire d'endettement et le financement

Un point majeur de cette prospective réside dans la maîtrise de la dette. Aucun nouvel emprunt n'est programmé d'ici 2030, ce qui permet une extinction progressive de l'encours. Celui-ci passe de 1,07 M€ en 2026 à 0 € dès 2029. Les annuités de la dette, déjà faibles (435 k€ en 2026), sont divisées par deux en 2029 (214 k€), confirmant la volonté de désendettement. Ce choix stratégique libère des marges de manœuvre et sécurise la soutenabilité des investissements.

L'équilibre financier du PPI repose sur une articulation claire : environ 15-16 M€ de participations annuelles viennent couvrir plus de la moitié des dépenses, tandis que l'épargne nette, comprise entre 9,0 M€ et 9,8 M€, assure le reste du financement. Le coût net annuel pour la collectivité s'établit autour de 10-11 M€, en baisse tendancielle sur la période. Malgré quelques exercices déficitaires (-132 k€ en 2026, -705 k€ en 2027), le fonds de roulement reste solide, s'établissant à 10,4 M€ fin 2030 contre 7,3 M€ en 2026.

Conclusion et perspectives

La prospective 2026-2030 traduit une trajectoire robuste et maîtrisée. TE38 parvient à conjuguer un niveau d'investissement soutenu - au service de la transition énergétique (LED, IRVE, ISERERENOV'), de la modernisation des réseaux et du soutien aux communes - avec un désendettement complet d'ici 2029. La structure des recettes de fonctionnement, largement assise sur l'Accise sur l'électricité, le FACE et les redevances de concessions, permet de maintenir une épargne brute élevée et de financer l'essentiel des besoins sans recours à l'emprunt. Ainsi, la période 2026-2030 s'annonce comme une phase de consolidation et d'ouverture : consolidation par la disparition de l'endettement et la stabilité des grands équilibres budgétaires ; ouverture par l'orientation résolue vers la transition énergétique et le soutien aux politiques publiques locales. Ce scénario témoigne d'une gouvernance financière prudente et dynamique, garantissant la soutenabilité des choix d'investissement et la solidité de TE38 dans son rôle de service public énergétique.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical, à l'unanimité (87 voix Pour - Collèges 1,2,3) :

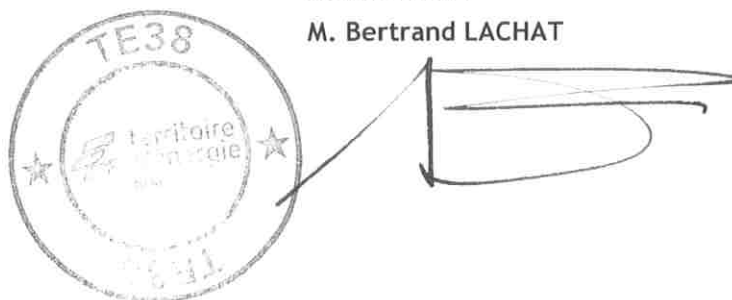
DÉCIDENT

- De prendre acte de la prospective financière à 5 ans, de 2026 à 2030

Fait et délibéré en séance

Le Président

M. Bertrand LACHAT



Monsieur le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication, devant le Tribunal administratif de Grenoble sis 2 place de Verdun à GRENOBLE (38000)

Annexe

TE38
COMITE SYNDICAL du 15 décembre 2015

Prospective financière à 5 ans : 2026 - 2030

Sommaire

1 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

- 1.1 - Les masses budgétaires
- 1.2 - Soldes financiers
- 1.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
- 1.4 - Endettement

2 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

- 2.1 - Soldes intermédiaires de gestion
- 2.2 - Epargne brute

3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

- 3.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
- 3.2 - Annuités de la dette
- 3.3 - Ratio de désendettement

4 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 4.1 - Les recettes de fonctionnement
- 4.2 - Les dépenses de fonctionnement

5 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 5.1 - Les recettes d'investissement
- 5.2 - Les dépenses d'investissement

6 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

- 6.1 - Les dépenses prévues au PPI
- 6.2 - Les financeurs du PPI
- 6.3 - Le coût net annuel

7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

1 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

1.1 - Les masses budgétaires

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Recettes de fonctionnement	18 001 355	17 135 606	17 953 515	17 256 179	17 546 209	17 842 039	18 143 786	18 451 568
Dépenses de fonctionnement	6 659 512	7 545 146	7 505 090	7 783 947	7 975 126	8 172 073	8 209 090	8 420 996
dont intérêts de la dette	15 429	11 852	9 100	6 900	4 700	2 500	410	410
Recettes d'investissement	14 597 218	17 981 146	18 673 678	18 142 686	17 510 926	16 846 584	17 136 306	16 345 325
dont emprunts souscrits	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	26 312 315	26 589 947	30 065 898	28 067 459	27 797 184	26 355 893	24 836 000	24 930 986
dont capital de la dette	868 627	861 905	428 600	428 600	428 600	428 600	214 300	214 286
dont P.P.I	24 462 724	25 250 882	27 287 298	26 857 659	26 587 384	25 146 093	23 840 500	23 935 500

1.2 - Soldes financiers

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Epargne de gestion	11 357 272	9 602 312	10 398 025	9 474 132	9 570 783	9 667 466	9 930 105	10 025 982
Epargne brute	11 341 843	9 590 460	10 388 925	9 467 232	9 566 083	9 664 966	9 929 695	10 025 572
Epargne nette	10 473 215	8 728 555	9 960 325	9 038 632	9 137 483	9 236 366	9 715 395	9 811 286

1.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Fonds de roulement en début d'exercice	7 757 376	7 384 122	8 365 781	7 440 183	7 307 643	6 602 468	6 763 125	8 998 128
Résultat de l'exercice	-373 254	981 659	-925 597	-132 541	-705 175	160 657	2 235 002	1 444 911
Fonds de roulement en fin d'exercice	7 384 121	8 365 781	7 440 183	7 307 643	6 602 468	6 763 125	8 998 128	10 443 039

1.4 - Endettement

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Encours au 31 décembre	2 790 476	1 928 571	1 500 000	1 071 429	642 857	214 286	0	0
Ratio de désendettement	0,2 ans	0,2 ans	0,1 ans	0,1 ans	0,1 ans	0 ans	0 ans	0 ans
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0

2 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

2.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

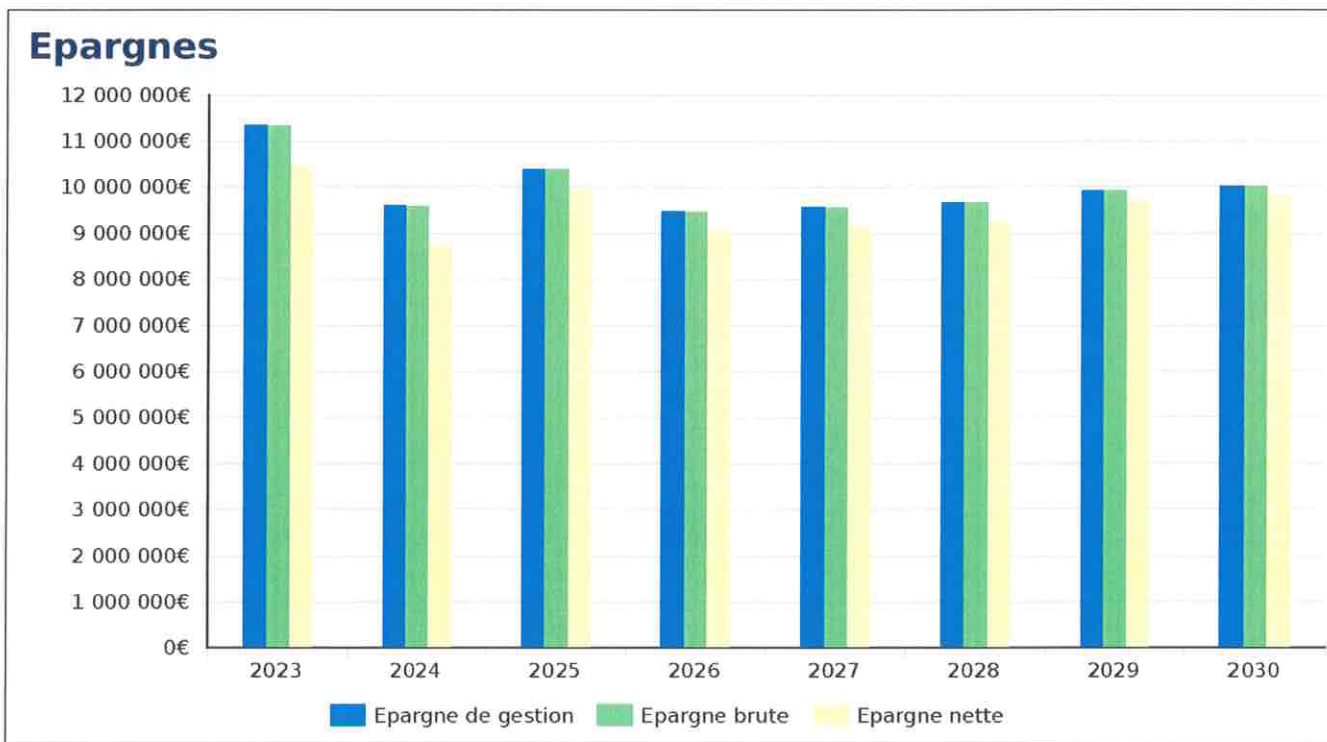
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Montants	11 357 272	9 602 312	10 398 025	9 474 132	9 570 783	9 667 466	9 930 105	10 025 982

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Montants	11 341 843	9 590 460	10 388 925	9 467 232	9 566 083	9 664 966	9 929 695	10 025 572

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

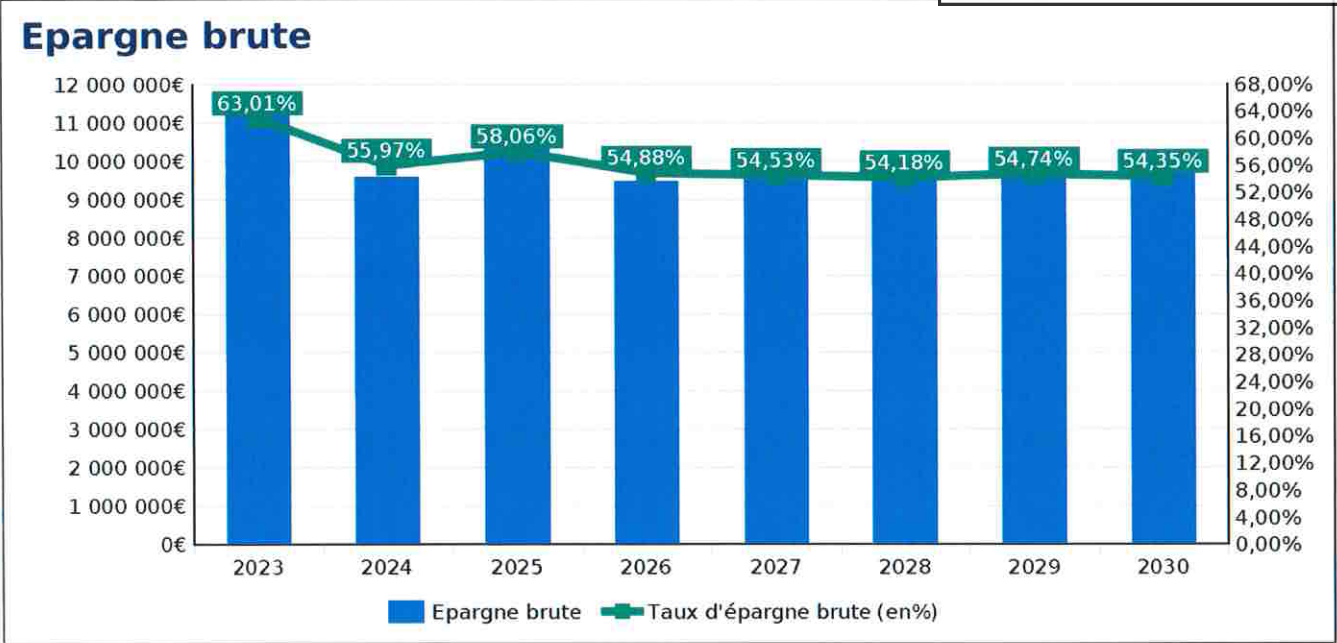
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Recettes de fonctionnement	18 001 355	17 135 606	17 953 515	17 256 179	17 546 209	17 842 039	18 143 786	18 451 568
Epargne de gestion	11 357 272	9 602 312	10 398 025	9 474 132	9 570 783	9 667 466	9 930 105	10 025 982
Epargne brute	11 341 843	9 590 460	10 388 925	9 467 232	9 566 083	9 664 966	9 929 695	10 025 572
Taux d'épargne brute (en %)	63,01 %	55,97 %	58,06 %	54,88 %	54,53 %	54,18 %	54,74 %	54,35 %
Epargne nette	10 473 215	8 728 555	9 960 325	9 038 632	9 137 483	9 236 366	9 715 395	9 811 286



2.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Epargne brute	11 341 843	9 590 460	10 388 925	9 467 232	9 566 083	9 664 966	9 929 695	10 025 572
Taux d'épargne brute (en %)	63,01 %	55,97 %	58,06 %	54,88 %	54,53 %	54,18 %	54,74 %	54,35 %

3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

3.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **2 790 476 € en 2023 à 0 € en 2030** (échelle de gauche du graphique).

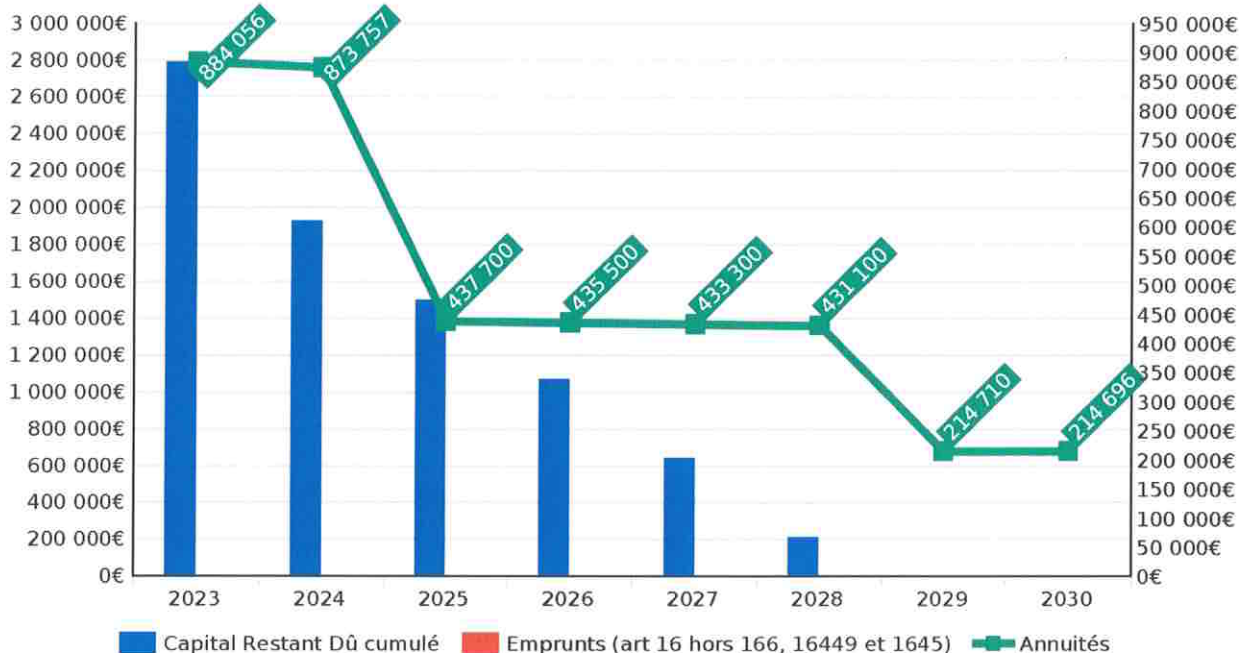
De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **884 056 € en 2023 à 214 696 € en 2030** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2023	2 790 476	-23,74 %	0
2024	1 928 571	-30,89 %	0
2025	1 500 000	-22,22 %	0
2026	1 071 429	-28,57 %	0
2027	642 857	-40 %	0
2028	214 286	-66,67 %	0
2029	0	-100 %	0
2030	0		0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-100 %	N/A

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.

Encours de dette



3.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Annuités	884 056	873 757	437 700	435 500	433 300	431 100	214 710	214 696
Evolution n-1 (en %)	32,86 %	-1,17 %	-49,91 %	-0,5 %	-0,51 %	-0,51 %	-50,19 %	-0,01 %
Capital en euro	868 627	861 905	428 600	428 600	428 600	428 600	214 300	214 286
Intérêts en euro	15 429	11 852	9 100	6 900	4 700	2 500	410	410

3.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio	0,2 ans	0,2 ans	0,1 ans	0,1 ans	0,1 ans	0 ans	0 ans	0 ans

4 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

4.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1
2023	18 001 355	20,22 %
2024	17 135 606	-4,81 %
2025	17 953 515	4,77 %
2026	17 256 179	-3,88 %
2027	17 546 209	1,68 %
2028	17 842 039	1,69 %
2029	18 143 786	1,69 %
2030	18 451 568	1,7 %

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	0,35 %	2,5 %

Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité indirecte : Principalement l'Accise sur l'électricité (ex TICFE), dont l'évolution prévisionnelle est la suivante :

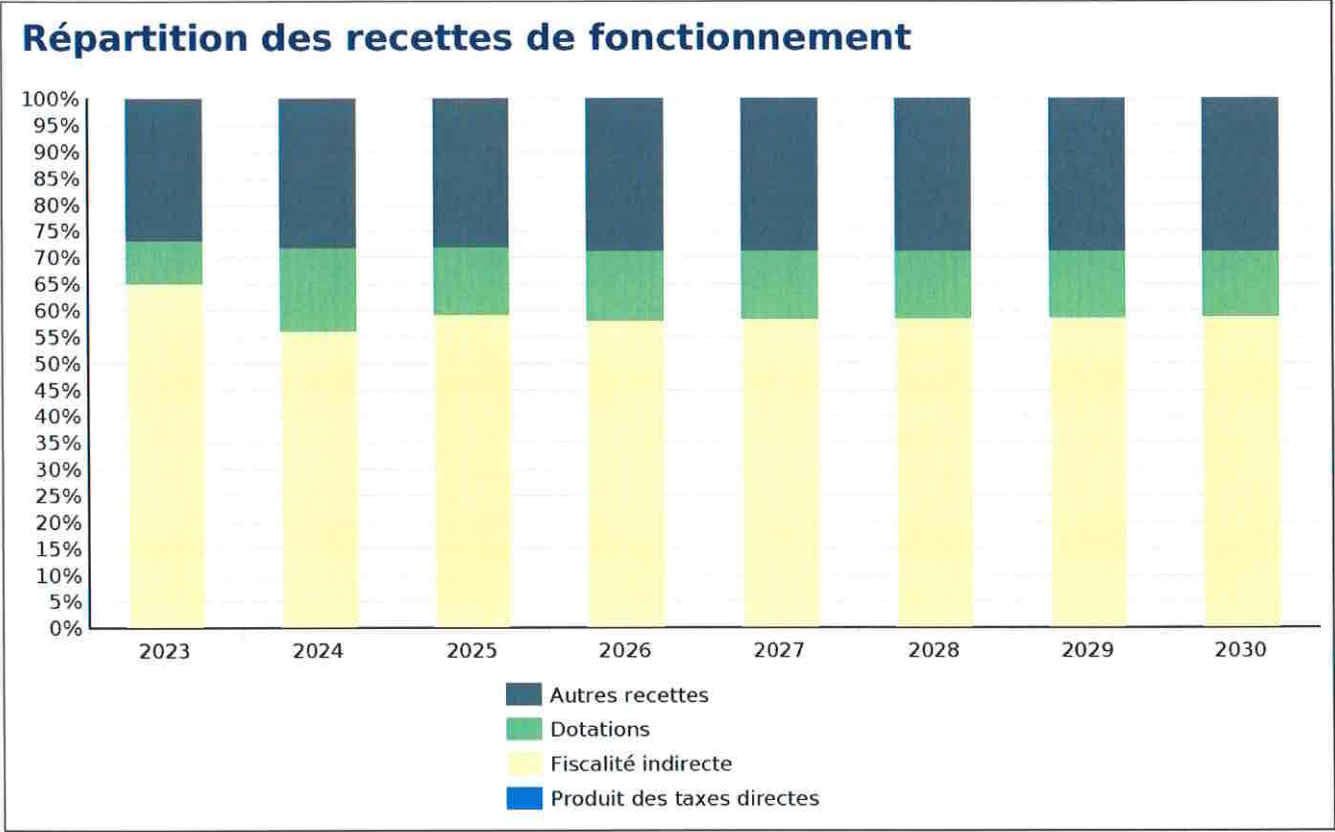
2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
11 709 617	9 596 986	10 600 000	10 000 000	10 200 000	10 404 000	10 612 080	10 824 322

Dotations : On retrouve ici les contributions aux services (BATIWATT, Diag EP, SIG, achat d'énergie, maintenance EP, PCRS...), les frais de maîtrise d'ouvrage, les participations PCRS concessionnaires.

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
1 438 941	2 684 232	2 307 600	2 288 700	2 288 700	2 288 700	2 288 700	2 288 700

Autres recettes : On trouve ici principalement les redevances de concessions (R1 et R2), les CEE et les subventions ACTEE CHENE qui en 2025 passent au compte 458

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
4 852 797	4 854 387	5 045 915	4 967 479	5 057 509	5 149 339	5 243 006	5 338 546



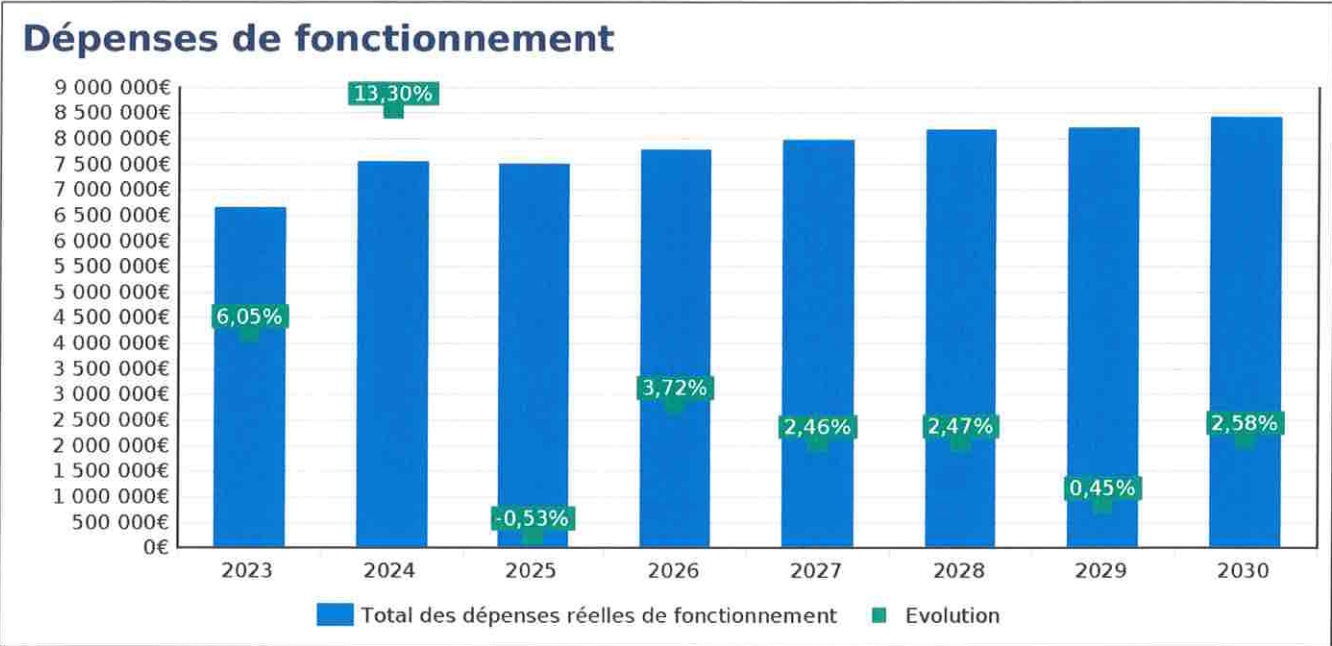
4.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2023	6 659 512	6,05 %	0
2024	7 545 146	13,3 %	0
2025	7 505 090	-0,53 %	0
2026	7 783 947	3,72 %	0
2027	7 975 126	2,46 %	0
2028	8 172 073	2,47 %	0
2029	8 209 090	0,45 %	0
2030	8 420 996	2,58 %	0

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	3,41 %	26,45 %



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel : Leur évolution provient notamment du renforcement de la mission BATIWATT, du GVT, de l'augmentation nationale CNRACL

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
2 507 598	2 693 930	2 994 400	3 144 120	3 207 002	3 271 142	3 336 565	3 403 297

Charges à caractère général : On retrouve notamment la maintenance EP qui poursuit sa hausse avec l'adhésion des communes, les frais de gestion du CRAIG pour le PCRS, le géoréférencement Eclairage Public des communes.

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
3 282 012	3 970 312	3 530 000	3 600 600	3 720 144	3 843 981	3 972 271	4 105 183

Atténuation de produits : On retrouve dedans notamment les versements des subventions ACTEE SEQUOIA. On ne sait pas si ces programmes seront reconduits.

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
224 671	237 894	108 000	176 000	176 000	176 000	10 000	10 000

Subventions : Ce sont les subventions aux partenaires (AGEDEN, Ligue de Protection des Oiseaux, Electriciens sans frontières, la DSP EBORN...)

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
352 391	360 718	296 500	296 500	296 500	296 500	296 500	296 500

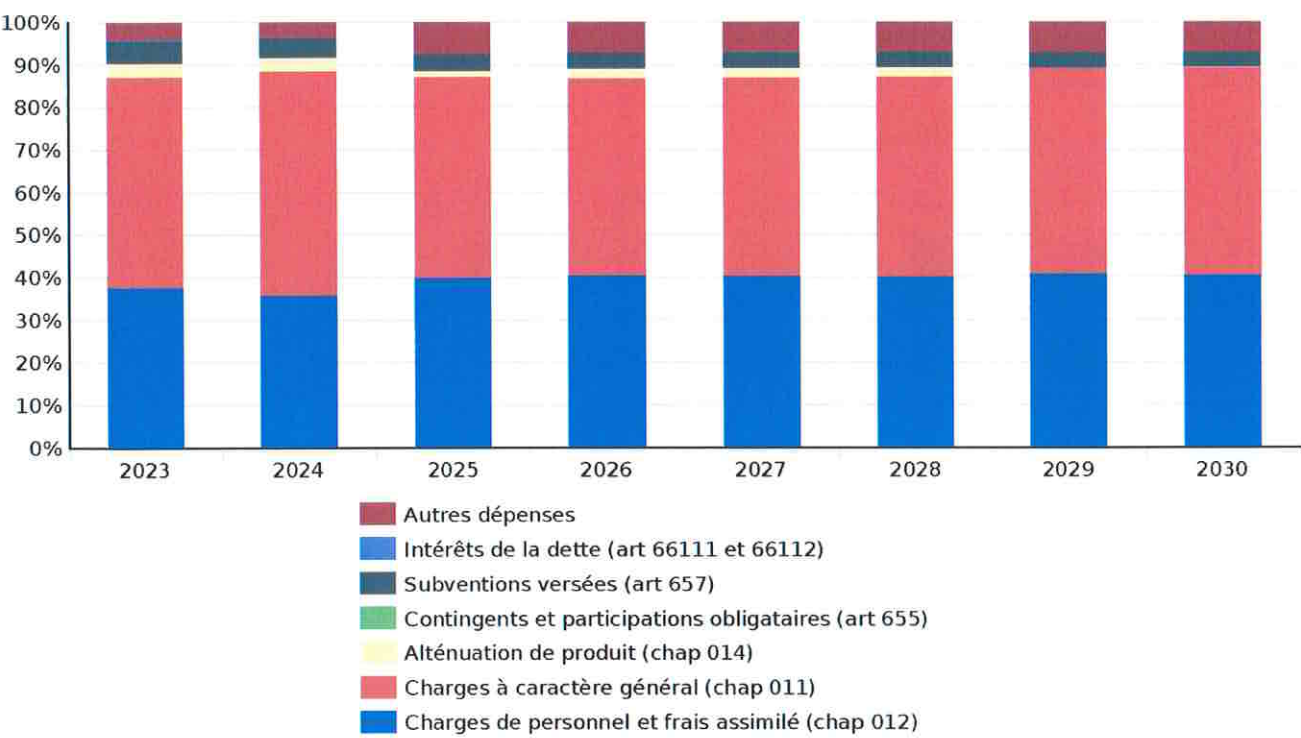
Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
14 503	11 219	8 790	6 579	4 368	2 157	55	683

Autres dépenses : Dedans figurent notamment le basculement comptable des CEE en 2025, les indemnités des élus, les cotisations, les frais missions des élus, et les logiciels en SAS (disponibles sur plateforme, comme SINFONI).

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
278 337	271 073	567 400	560 148	571 111	582 293	593 699	605 333

Répartition des dépenses de fonctionnement



Indicateur d'évolution de la ressource humaine

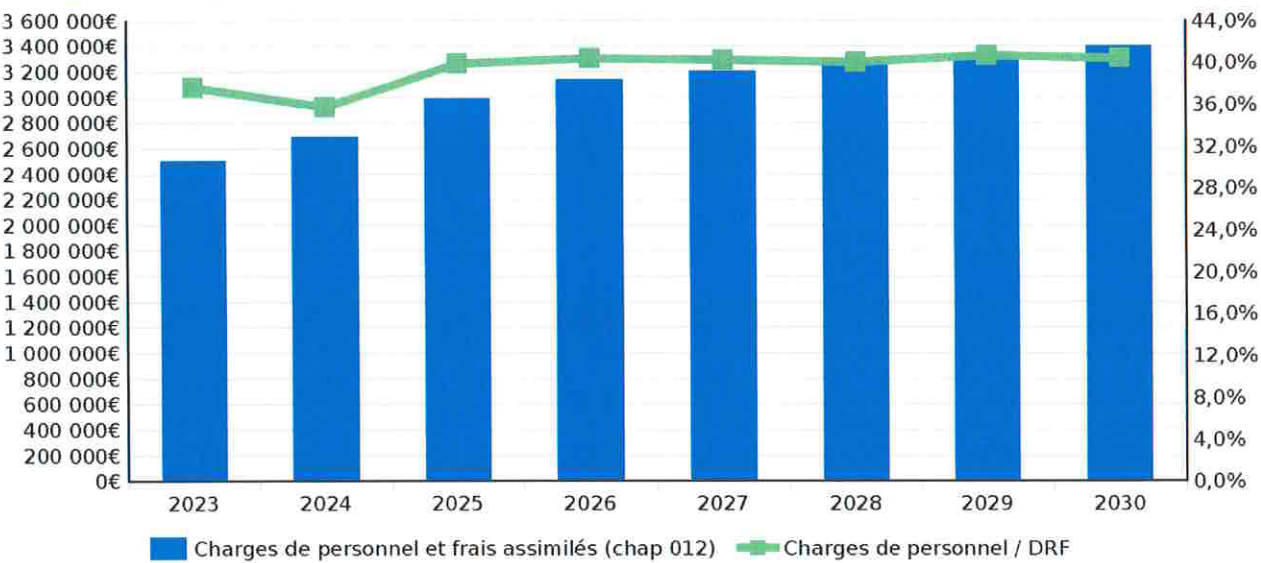
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
2 507 598	2 693 930	2 994 400	3 144 120	3 207 002	3 271 142	3 336 565	3 403 297

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
37,65 %	35,7 %	39,9 %	40,39 %	40,21 %	40,03 %	40,64 %	40,41 %

Charges de personnel



5 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

5.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

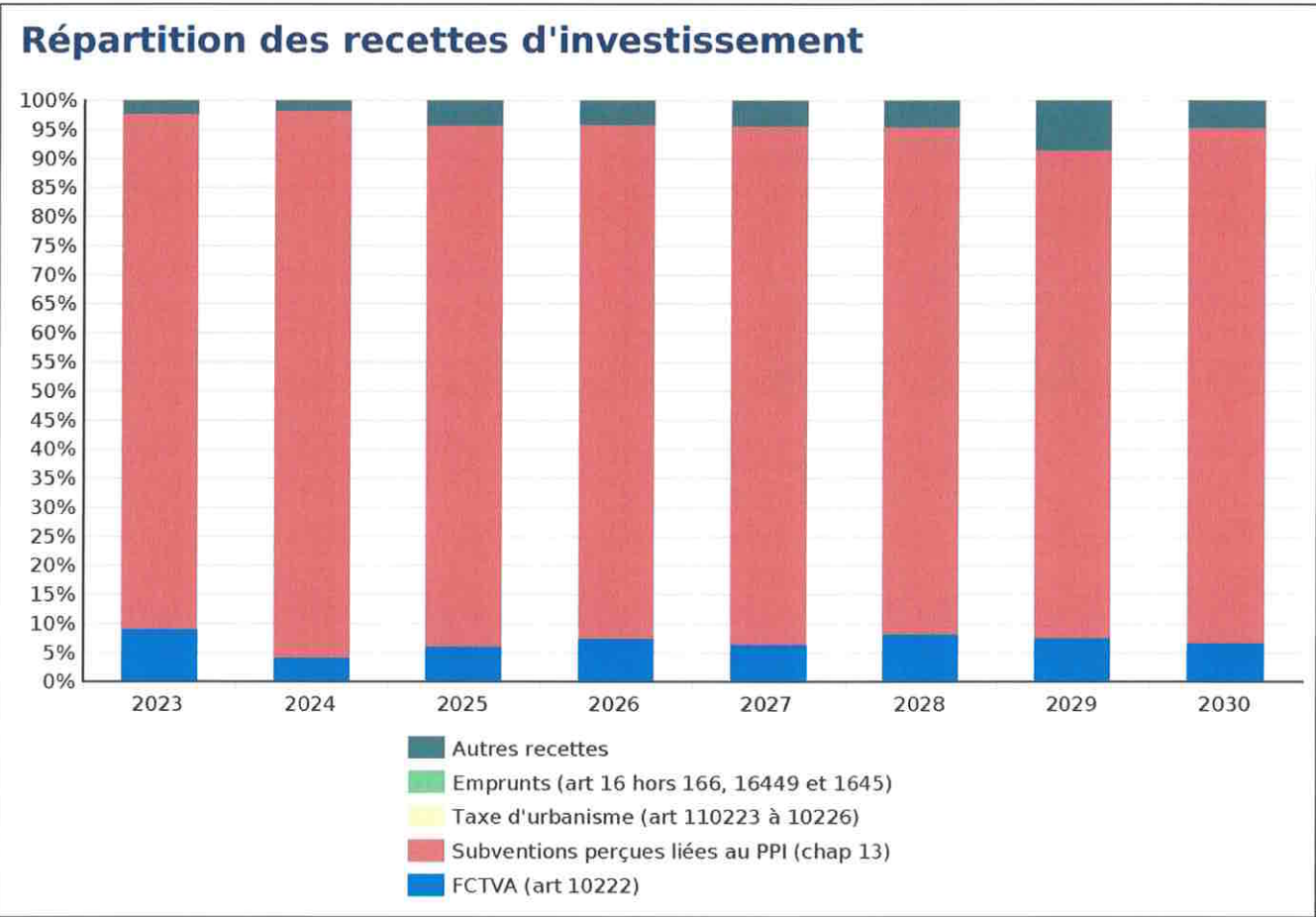
2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
1 313 137	743 010	1 103 293	1 342 446	1 100 265	1 356 365	1 280 414	1 076 045

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents adhérents servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
12 930 524	16 912 472	16 759 185	16 019 040	15 629 461	14 709 019	14 374 692	14 488 080

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
353 556	325 665	811 200	781 200	781 200	781 200	1 481 200	781 200

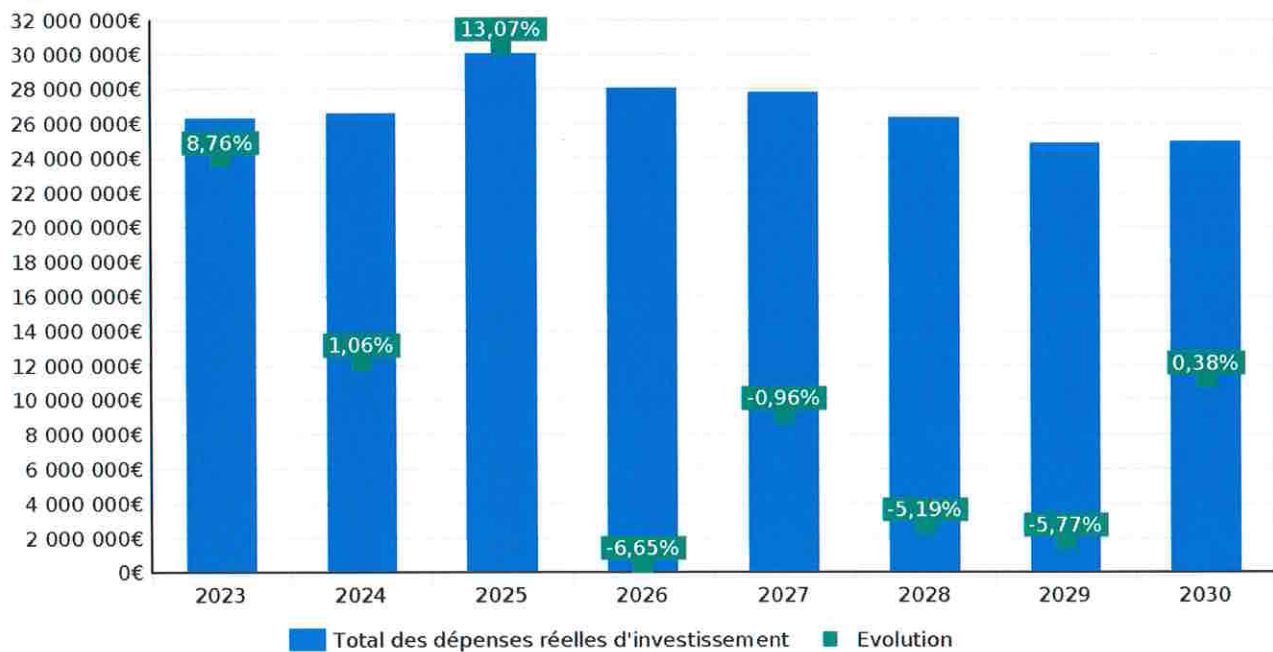


5.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1
2023	26 312 315	8,76 %
2024	26 589 947	1,06 %
2025	30 017 924	12,89 %
2026	28 067 459	-6,5 %
2027	27 797 184	-0,96 %
2028	26 355 893	-5,19 %
2029	24 836 000	-5,77 %
2030	24 930 986	0,38 %

Dépenses d'investissement



6 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

6.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
AMGT LOCAUX	0	0	15 000	480 000	10 000	0	0	0	505 000
AP AME 2019	322 479	1 777	50 000	0	0	0	0	0	374 256
AP AME 2020	406 598	193 837	100 000	0	0	0	0	0	700 435
AP AME 2021	3 441 062	661 621	600 000	483 643	0	0	0	0	5 186 326
AP AME 2022	3 801 230	903 050	700 000	300 000	191 688	0	0	0	5 895 968
AP AME 2023	3 251 001	4 488 099	1 800 000	350 000	200 000	124 900	0	0	10 214 000
AP AME 2024	0	4 278 788	4 400 000	1 623 000	410 000	105 212	0	0	10 817 000
AP AME 2025	0	0	5 500 000	3 362 500	1 655 400	417 800	100 000	0	11 035 700
AP AME 2026	0	0	0	5 000 000	4 000 000	1 500 000	400 000	100 000	11 000 000
AP AME 2027	0	0	0	0	5 000 000	4 000 000	1 500 000	500 000	11 000 000
AP AME 2028	0	0	0	0	0	5 000 000	4 000 000	1 500 000	10 500 000
AP AME 2029	0	0	0	0	0	0	5 000 000	4 000 000	9 000 000
AP AME 2030	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000	5 000 000
AP EP 2020	59 428	3 725	0	0	0	0	0	0	63 153
AP EP 2021	62 009	6 245	38 032	0	0	0	0	0	106 286
AP EP 2022	1 798 413	297 681	22 266	0	0	0	0	0	2 118 360
AP EP 2023	3 630 953	2 102 667	250 000	20 000	0	0	0	0	6 003 620
AP EP 2024	0	4 891 740	3 000 000	500 000	300 000	0	0	0	8 691 740
AP EP 2025	0	0	2 500 000	2 800 000	800 000	300 000	0	0	6 400 000

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
AP EP 2026	0	0	0	2 500 000	2 400 000	500 000	100 000	0	5 500 000
AP EP 2027	0	0	0	0	2 500 000	2 400 000	500 000	100 000	5 500 000
AP EP 2028	0	0	0	0	0	2 500 000	2 400 000	500 000	5 500 000
AP EP 2029	0	0	0	0	0	0	2 500 000	2 400 000	5 400 000
AP EP 2030	0	0	0	0	0	0	0	2 500 000	4 900 000
AP RES 2017	23 008	0	0	0	0	0	0	0	23 008
AP RES 2018	55 985	0	0	0	0	0	0	0	55 985
AP RES 2019	99 620	41 168	0	0	0	0	0	0	140 788
AP RES 2020	790 866	519 578	150 000	0	0	0	0	0	1 460 444
AP RES 2021	1 121 324	740 149	250 000	56 135	0	0	0	0	2 167 608
AP RES 2022	1 733 451	644 396	450 000	311 681	0	0	0	0	3 139 528
AP RES 2023	1 617 483	1 925 121	1 000 000	863 000	232 896	0	0	0	5 638 500
AP RES 2024	0	1 123 370	2 500 000	944 800	413 000	142 830	0	0	5 124 000
AP RES 2025	0	0	1 500 000	2 224 400	1 313 900	930 700	200 000	0	6 169 000
AP RES 2026	0	0	0	1 500 000	2 200 000	1 000 000	600 000	200 000	5 500 000
AP RES 2027	0	0	0	0	1 500 000	2 200 000	1 000 000	600 000	5 300 000
AP RES 2028	0	0	0	0	0	1 500 000	2 200 000	1 000 000	4 700 000
AP RES 2029	0	0	0	0	0	0	1 500 000	2 200 000	3 700 000
AP RES 2030	0	0	0	0	0	0	0	1 500 000	1 500 000
AP SDIRVE 2023 TRAVAUX	81 078	474 771	500 000	1 250 000	1 250 000	444 151	0	0	4 000 000
BIOMETHANE 2023	53 000	0	0	0	0	0	0	0	53 000
CABLAGE ORANGE	19 135	1 512	40 000	10 000	5 000	5 000	5 000	0	85 647
CTO	0	20 071	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	200 071
DSP IRVE	142 504	122 025	200 000	300 000	300 000	150 000	0	0	1 214 529
ENTRETIEN INVT EP	231 174	224 355	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	2 255 529
ETUDES	569 151	721 931	900 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	5 191 082
IRVE REPORTS 2023	387 654	115 334	10 000	0	0	0	0	0	512 988
IRVE sites spécifiques	0	0	0	200 000	200 000	0	0	0	400 000
MATERIEL BUREAU MOBILIER	1 883	1 191	2 000	85 000	2 000	2 000	2 000	2 000	98 074
MATERIEL INFORMATIQUE	16 095	18 512	50 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	184 607
MATERIEL TELEPHONIE	11 191	432	20 000	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	49 123
MATERIEL TRANSPORT	109 302	47 000	0	90 000	0	90 000	0	0	336 302
PCRS	136 214	0	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	316 214
SDIRVE 2023 + 2026 ETUDES	44 124	0	0	20 000	20 000	0	0	0	84 124
SITES ISOLEES 2023	39 391	70 319	0	0	0	0	0	0	109 710
SITES ISOLEES 2024	0	54 192	30 000	0	0	0	0	0	84 192
SUBV EP MO COMMUNALE	94 981	43 320	0	0	0	0	0	0	138 301
SUBV ISERENOV	208 917	436 401	350 000	600 000	700 000	850 000	850 000	850 000	4 845 318
Total	24 360 704	25 174 378	27 287 298	26 857 659	26 587 384	25 146 093	23 840 500	23 935 500	203 189 516

6.2 - Les financeurs du PPI

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
ADVENIR	0	0	150 000	240 000	240 000	50 000	0	0	680 000
Article 8 (Enedis)	488 081	518 285	660 000	610 000	610 000	610 000	610 000	610 000	4 716 366
Autres	34 000	0	0	0	0	0	0	0	34 000
ENEDIS - PCT	0	90 610	20 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	310 610
FACE	5 275 206	4 979 530	5 742 524	5 434 300	4 999 019	4 994 200	4 840 000	4 940 000	41 204 779
FONDS VERT	0	1 145 765	651 135	72 200	0	0	0	0	1 869 100
Participations collectivités	6 727 264	10 344 167	8 775 750	9 645 000	9 441 000	8 693 000	8 550 000	8 550 000	70 726 181
Plan Avenir Montagne	25 200	46 821	0	0	0	0	0	0	72 021
Total	12 549 751	16 975 178	16 029 185	15 721 500	15 320 019	14 387 200	14 040 000	14 140 000	117 743 957

Participation commune : plutôt 10 M€ que 8 M€

6.3 - Le coût net annuel

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
Programmes (a)	24 360 704	25 174 378	27 287 298	26 857 659	26 587 384	25 146 093	23 840 500	23 935 500	203 189 516
Financeurs (b)	12 549 751	16 975 178	16 029 185	15 721 500	15 320 019	14 387 200	14 040 000	14 140 000	119 162 833
Total (a-b)	11 810 953	8 199 200	11 258 113	11 136 159	11 267 365	10 758 893	9 800 500	9 795 500	84 026 683

7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
Programmes (a)	24 360 704	25 174 378	27 287 298	26 857 659	27 287 298	25 146 093	23 840 500	23 935 500	203 189 516

L'épargne de la collectivité

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Epargne brute	11 341 843	9 590 460	10 388 925	9 467 232	9 566 083	9 664 966	9 929 695	10 025 572
Remboursement capital de la dette	868 627	861 905	428 600	428 600	428 600	428 600	214 300	214 286
Epargne nette	10 473 215	8 728 555	9 960 325	9 038 632	9 137 483	9 236 366	9 715 395	9 811 286

Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Epargne nette (a)	10 473 215	8 728 555	9 960 325	9 038 632	9 137 483	9 236 366	9 715 395	9 811 286
FCTVA (b)	1 313 137	743 010	1 103 293	1 342 446	1 100 265	1 356 365	1 280 414	1 076 045
Autres recettes (c)	353 556	325 665	811 200	781 200	781 200	781 200	1 481 200	781 200
Produit de cessions (d)	0	0	59 500	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	12 139 909	9 797 230	11 934 318	11 167 278	11 023 948	11 378 930	12 482 010	11 673 531
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	12 930 524	16 912 472	16 759 185	16 019 040	15 629 461	14 709 019	14 374 692	14 488 080
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement total h = (e+f+g)	25 070 433	26 709 701	28 693 503	27 186 318	26 653 409	26 087 950	26 856 702	26 161 611

Résultat de l'exercice	-373 254	981 659	-925 597	-132 541	-705 175	160 657	2 235 002	1 444 911
------------------------	----------	---------	----------	----------	----------	---------	-----------	-----------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

